

## \*A propos des Gilets jaunes

## \* Réfléchir

# pour ne pas fléchir et pour agir

Les quelques réflexions qui suivent ne visent pas à analyser l'ensemble de ce qui advient aujourd'hui en France, dans l'Hexagone et dans les territoires d'Outre-Mer. Encore moins à mettre dans le même sac des choses incompatibles. Par exemple, le combat résolu contre la gentrification à Marseille, mené par les premiers concernés, et la rancœur envieuse dirigée contre les bourgeois branchés, ou supposés tels, des métropoles, avec en tête de liste Paris, qui anime pas mal de citoyens mobilisés contre la taxe sur le gazole. De façon plus modeste, je tente de cerner les contours de l'affaire des Gilets jaunes qui rappelle en partie, dans des conditions certes profondément modifiées, le populisme d'antan.

1. **Dès la première semaine**, ce qui a frappé, c'est la présence tolérée, voire parfois acceptée sans complexe, de cercles fascistes. La chose est désormais connue et il n'y a plus grand monde qui la passe sous silence, sauf quelques aveugles volontaires. Je n'ergoterai pas sur leur importance réelle, sur leur degré d'implication cachée ou non, dès les premiers appels, lancés derrière l'écran de fumée de la virtualisation. Laquelle, organisée en réseaux, peut servir à la constitution de groupes de leaders. <sup>(1)</sup> En tout cas, il n'y a pas de comité invisible fasciste à traquer pour expliquer l'apparition et l'extension des Gilets jaunes. Il n'en reste pas moins qu'ils sont là, les fascistes. Parfois, bien là comme dans les manifestations des samedis 24 novembre et 1er décembre à Paris, où ils concentrèrent leurs forces, et s'organisèrent pour intervenir de façon violente contre les symboles de la République. Mais pas contre ceux de l'Etat en tant que tels. A commencer par l'arc de triomphe de l'Etoile qu'ils protégèrent. Ils rêvent sans doute de refaire le 6 février 1934, ce qui me semble improbable. <sup>(2)</sup>

Bref, à moins de prendre les Gilets jaunes pour des imbéciles manipulables à volonté et de reprendre à notre compte la conception complotiste de l'histoire, bien partagée du côté de leurs leaders autoproclamés, il reste à comprendre pourquoi, dans de telles oppositions, la question du fascisme est incontournable, récurrente même. A mon avis, c'est la nature populiste de la protestation des Gilets jaunes qui explique que des fascistes puissent y participer, parfois à peine camouflés derrière des dégaines de révoltés encagoulés. Et qu'ils ne soient pas nommés comme tels par la masse des citoyens mobilisés, mais assimilés à des casseurs, terme neutre par excellence. Par suite, il est inutile de se poser la question de savoir si des fascistes peuvent récupérer de telles oppositions populistes en cours et comment les contrer, y compris sur le terrain, pour la bonne raison que les seconds constituent le terreau favori des premiers. Car, c'est connu depuis longtemps, les ressentimenteux ne sont pas a priori des révoltés et des adeptes de la liberté <sup>(3)</sup>

2. **Bien sûr**, la situation actuelle, en France, est très différente de ce qu'elle était hier et encore plus avant-hier, à l'époque de la montée en puissance du fascisme, en particulier du fascisme rural, celui des Chemises vertes, dans les années 1930. <sup>(4)</sup> La majorité de la population habitait et travaillait encore dans les campagnes, malgré l'exode rural en direction des villes et les hémorragies massives dues à la Grande Guerre. Au nom du rejet de la centralisation du capital et de l'Etat républicain, des thèmes que l'on retrouve aujourd'hui à peine retouchés, fleurirent et constituèrent l'une des bases du fascisme de l'époque. <sup>(5)</sup> Tels que l'opposition, en très grande partie factice, entre les provinces, domiciles des authentiques travailleurs, de préférence ceux de la terre, et la capitale, Paris, cosmopolite, parasitaire et corrompue. Cela sous la couverture de l'apolitisme, qui n'a jamais été synonyme de critique de la politique et qui a facilité au contraire l'ascension de politiciens démagogues comme Henri Dorgères, le gourou des Chemises vertes, pétainiste, puis, plus tard, poujadiste.

Donc, si les problèmes que les Gilets jaunes soulèvent sont parfois nouveaux, car liés à l'évolution actuelle de la domination, la façon dont ils les posent et les réponses qu'ils y apportent ne le sont pas vraiment. Elles plongent leurs racines dans l'ancien populisme à la française, amalgamé à la nostalgie envers l'Etat providence, soumis à des cures d'amaigrissement de plus en plus drastiques. D'où l'apparente incohérence de leurs propos et de leurs cahiers de doléances. Bref, le populisme n'a pas été balayé par la modernisation à marche forcée du capital et de l'Etat, entamée dès la Reconstruction, après la Libération. Il entra plutôt en hibernation dans l'Hexagone, à l'exception notable du poujadisme et de ses quelques avatars.

Mais, aujourd'hui, bon nombre de nos contemporains errent comme des somnambules, à la recherche de valeurs qui puissent donner du sens à leur survie. Ils sont donc susceptibles de se replier vers d'anciennes aliénations, alors même que la matrice d'où elles sont sorties a disparu depuis longtemps. Le phénomène est général et outrepassé la question particulière du populisme. Ainsi, il y a quelques décennies à peine, l'acte de décès définitif de la religion semblait signé. Mais la bête immonde, certes assoupie, était encore vivace : voir, entre autres aliénations religieuses, le rôle joué par l'islamisme dans les banlieues déshéritées d'aujourd'hui, à commencer par celles qui entourent le centre de Paris. Par suite, comme pour d'anciennes aliénations revigorées et recyclées, le populisme actuel n'est pas la simple répétition de l'ancien. Il apparaît comme la forme inédite de contestation, opposé aux nouvelles formes d'exploitation et de domination, souvent qualifiées à tort de libérales, voire de néo-libérales. Il est beaucoup plus diffus et volatile que celui des années 1930 ou même que celui des années 1950, à l'époque de Poujade. <sup>(6)</sup> Plus populaire même au sens de la composition sociale. C'est ce qui le rend si difficile à cerner aujourd'hui.

3. **Pourtant**, la contestation des Gilets jaunes est populiste. En témoigne la présence, non seulement de l'extrême droite stricto sensu, mais aussi celle des nationaux populistes de gauche, façon France insoumise, ainsi que leur

communion solennelle autour de la question des taxes. En France, depuis longtemps, le refus, non pas des taxes en général, mais de telle ou telle taxe particulière, est le principal cheval de bataille du populisme. Sans remonter très loin, les Bonnets rouges bretons <sup>(7)</sup>, qui forment aujourd'hui le gros des Gilets jaunes dans le Finistère, furent constitués sur des bases analogues : le refus de l'écotaxe. Les références imaginaires restent les mêmes : les révoltes contre les taxations imposées par le pouvoir central à l'époque de la constitution de la monarchie absolue, qui visaient d'ailleurs non seulement à renflouer le Trésor saigné par les guerres mais aussi à stimuler la création d'arsenaux et de manufactures, y compris de leurs annexes dans les provinces agricoles, par exemple l'élevage des vers à soie en Ardèche. Ce qu'oubliaient de dire les apologistes du populisme rural, Jean Giono en tête, de même que les idéologues qu'il inspira par la suite. <sup>(8)</sup>

4. **La fonction** de telles références à des situations antédiluviennes, et les désignations qui les accompagnent pour nommer l'exécration, à savoir « l'oligarchie libérale », <sup>(9)</sup> c'est de faire passer à l'arrière-plan, voire d'escamoter, pour l'essentiel, la quasi-totalité des phénomènes d'exploitation et de domination, propres au capital et à l'Etat. La cause essentielle des maux, qui semblent toucher de façon indistincte le prétendu peuple, ce serait donc les mesures fiscales prises par tel ou tel gestionnaire du pouvoir d'Etat. Aujourd'hui, la dernière taxe en date, c'est celle sur le gazole et la première personne à abattre, objet de toutes les rancunes, c'est Macron, le locataire de l'Elysée, assimilé à quelque monarque d'antan. Dans cette optique, il représenterait l'oligarchie, ressuscitée d'entre les macchabées, mais désormais mondialisée, alors qu'il n'est que le commanditaire du capital et de l'Etat, en dépit de l'auréole qui entoure sa prosaïque fonction.

Par suite, le moins que je puisse dire, c'est que le domaine de la lutte menée par les citoyens ripolinés en jaune, est ramené, comme la peau de chagrin de Balzac, à quelque chose de rabougri et que leur principale exigence, destituer Macron, révèle au contraire le sens de leur apolitisme. La conclusion est claire : à moins que des ruptures radicales très improbables au sein de l'unité populiste contre lui apparaissent, leur champ d'intervention sera de plus en plus rabougri et sombrera dans la politicaillerie. Ce que nous voyons déjà apparaître, même si, ces dernières semaines, l'agitation populiste perdure et prend de l'extension. Car, enfin, ce qui domine de façon écrasante du côté des Gilets jaunes, pour quiconque ne joue pas les aveugles, ce n'est pas le désir d'en découdre avec le monde de la propriété capitaliste et de l'Etat. Ce qui a toujours impliqué des clivages et donc des ruptures, parfois sanglantes, au sein du prétendu peuple uni. Ils n'en prennent pas le chemin.

5. **Par suite**, il n'est guère étrange que, à force de partager les mêmes idées, les mêmes objets de haine et les mêmes cibles, des citoyens induits du même jaune pisseux, domiciliés pourtant à divers étages de la hiérarchie, fassent bloc sous prétexte qu'ils sont dans la même galère. Mais, dans la galère, il y a les galériens qui rament, le chef de la chiourme qui rythme la cadence et le

propriétaire qui en tire bénéfice. Des propriétaires, à commencer par des gestionnaires de PME, qui appartiennent parfois à des secteurs de pointe installés dans des zones périphériques, il n'en manque pas au sein des Gilets jaunes. Bon nombre viennent avec leurs propres esclaves salariés pour hurler contre Macron. Ceux-ci, atteints de cécité aggravée, n'hésitent pas à attribuer l'ensemble de leurs maux à l'accumulation de taxes qui pèsent sur les entrepreneurs qui les emploient et à prendre leur défense. Ici, c'est l'histoire lamentable des Bonnets rouges qui recommence presque à l'identique, de façon bien plus élargie. <sup>(10)</sup>

En réalité, il n'y a aucune critique de l'économie du côté des Gilets jaunes. D'ailleurs, lorsqu'ils la perturbent quelque peu, ils s'en excusent. Pour eux, le blocage relève du pis-aller momentané. Sans plus. Inutile de chercher à charger de tels actes de plus de sens qu'ils n'en ont. De plus, lorsqu'ils annoncent qu'ils ne veulent pas être récupérés par des centrales syndicales, à commencer par la CGT, il faut être très naïf pour y voir quelque rupture potentielle avec le syndicalisme. Ici, ce sont des entrepreneurs qui parlent et qui signalent qu'ils n'ont pas l'intention de faire la moindre concession salariale. Ni plus, ni moins. C'est l'une des raisons pour laquelle la Coordination rurale a vite rallié les Gilets jaunes. Derrière l'image d'Epinal du paysan traditionnel portant béret, dépouillé par Paris, acoquiné à la Commission européenne de Bruxelles, la Coordination est composée, pour l'essentiel, d'agriculteurs productivistes qui emploient des travailleurs salariés étrangers dans les pires conditions. Ils sont toujours prêts à tabasser quiconque porte au grand jour leurs infamies, d'où leur hostilité au « syndicalisme ». <sup>(11)</sup> Ils affichent leur apolitisme, à peu près de la même manière et avec les mêmes conséquences que les dorgéristes d'antan. Que de pareils xénophobes, aux sympathies fascistes connues, quand ils ne sont pas eux-mêmes membres de groupes fascistes, soient acceptés sans réticence dans les zones rurales et suburbaines, y compris à la périphérie de l'Île-de-France, par les Gilets jaunes, en dit long sur les tendances de ces derniers.

6. **Les Gilets jaunes** représentent effectivement les aspirations de la « France d'en bas » contre la « France d'en haut ». D'après eux, loin d'être « enracinée » dans les « territoires », le terme est l'avatar modernisé de « terroir », celle-ci est « sans racines », au service de la « mondialisation libérale libertaire », pour reprendre l'expression de Michéa, déclinée désormais par tous les idéologues populistes en France, néo-nazis compris. <sup>(12)</sup> La lutte en cours opposerait donc les déracinés et les déshérités des zones périphériques de l'Hexagone au centre. Avec comme symbole Paris, domicile de l'oligarchie, gavée et corrompue, qui distribue des prébendes aux populations proches qui dépendent d'elle. Parmi les populations en question, il y a évidemment celles qui n'appartiennent pas à la communauté du peuple fantasmée : les étrangers. Dans cette optique, la véritable communauté, la nation, n'est pas réductible à la représentation officielle domiciliée à l'Élysée. Cela, nous le savions déjà : l'antique jacobinisme, pilier de l'État nation, a du plomb dans l'aile. Ce qui explique que dans les manifestations, les drapeaux régionaux côtoient le drapeau tricolore, les chansons traditionalistes à la gloire des régions, la Marseillaise, etc. Le chauvinisme

hexagonal est ainsi combiné aux multiples régionalismes remis au goût du jour. C'est ce qui explique aussi le succès relatif, mais certain, de propositions fumeuses de fédéralisme, au nom de la souveraineté du peuple, bien résumées dans L'appel de la zone portuaire de Saint-Nazaire.<sup>(13)</sup> Afin de « rendre le pouvoir au peuple », qui aurait été, pour les auteurs de l'appel, confisqué par « l'élite », il faudrait transformer les sièges locaux du pouvoir central, à commencer par les préfectures, en maisons du peuple. Evidemment, pas question de toucher aux mairies qui sont censées représenter déjà les populations locales, c'est bien connu ! Mais bien que l'Etat nation à la française ne soit plus ce qu'il était, y compris dans la représentation de nos fédéralistes en herbe, il n'a pas disparu pour autant. Par suite, ce qui domine dans la pensée commune, la plus largement partagée du côté des Gilets jaunes, ce n'est pas la critique de l'Etat nation et, donc, celle du nationalisme qui en est partie intégrante. D'où les conséquences : comme du nationalisme larvé à la xénophobie, à l'homophobie qui y est en général associée, il n'y a que quelques pas à franchir, les plus acharnés des Gilets jaunes ont pensé que l'heure de la chasse était ouverte, contre les basanés, les homosexuels... Le fait que des leaders du national populisme, comme François Ruffin, le député mélanchonien de la Somme et modeste « porte-parole du peuple » à ses dires, aient pris leurs distances envers de telles ignominies ne change rien. Celles-ci constituent la partie visible de l'iceberg. Pas de simples accidents de parcours à oublier au plus vite.

7. **Dernière chose** qui achève de brouiller les pistes. Les formes d'action, initiées la première semaine, étaient relativement pacifiques. Puis, assez vite, en sont apparues d'autres, plus violentes, voire franchement émeutières le samedi 1er décembre, comme c'est arrivé à Paris et dans certaines villes de province. Or, la mise à mal d'institutions représentatives du pouvoir d'Etat central et du capital financier honni, comme les préfectures, les perceptions, les banques, les enseignes de la grande distribution, etc. ne prouve rien.<sup>(14)</sup> Celles-ci constituent même les cibles habituelles et quasi exclusives des oppositions populistes en France depuis belle lurette. Les Bonnets rouges massacraient ainsi les portiques de l'écotaxe aux bretelles d'autoroutes. Pour reprendre l'exemple du samedi 1er décembre à Paris : je n'ai rien à dire et rien à faire avec des individus qui, à la fois, lancent des pavés sur des gendarmes, mais parce qu'ils sont « aux ordres de Macron », et qui prétendent que les impôts qu'ils payent servent à « engraisser les demandeurs d'asile » ; alors que la France ferait mieux de les renvoyer et d'utiliser les fonds dégagés pour la police. Prise de position nullement anecdotique mais, au contraire, courante, trop courante dans les rangs des Gilets jaunes, et qui est même consignée dans leurs cahiers de doléances. C'est la vieille histoire mille fois signalée et confirmée qui perdure : la forme des actions ne préjuge pas, à elle seule, de leur contenu, bref de leur sens.

\*\*\*\*\*

**Ces quelques réflexions** peuvent paraître sectaires et les objections habituelles ne manqueront pas, presque les mêmes que celles avancées lors de l'apparition des Fourches en Italie : la situation est inédite et complexe. Pour preuve, tous les Gilets jaunes ne sont pas sur la même longueur d'onde, ils ne sont pas tous fascistes, tous racistes, tous homophobes, tous briseurs de grèves... Enfin, l'argumentaire de sociologie misérabiliste censé clouer le bec aux individus qui osent critiquer le peuple est de rigueur : dans leur masse, les Gilets jaunes sont pauvres. Certes, mais alors pourquoi ceux et celles qui éprouvent quelque malaise ne prennent-ils pas leurs distances envers les choses qui les gênent, les actes ignobles rapportés n'en étant que les manifestations exacerbées. Réapparaît alors l'éternel problème de la relation entre les individus et leurs communautés d'appartenance. Ici, la communauté en question est de nature populiste. Il est nécessaire de l'affirmer sans détours et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

En ce qui me concerne, je me sens plus proche des lycéens qui, au-delà de leurs limites, sont au moins capables de remettre en cause, non seulement Parcoursup mais aussi le Service militaire universel et, parfois encore, l'Etat à travers l'institution scolaire qui les oppresse et qui tente de les formater, avec plus ou moins de succès, pour les adapter aux besoins de la domination. Sans compter que, souvent, leur méfiance envers les Gilets jaunes est évidente, surtout dans les banlieues. Franchement, dans des périodes de crise, il faut être plus que jamais capable de choisir ses relations, et à choisir, je préfère plutôt aller vers des révoltés que vers des ressentimenteux capables, parfois, du pire. •

**André Dréan,**

Paris, le 5 décembre 2018

Pour correspondre : [nuee93@orange.fr](mailto:nuee93@orange.fr)

**Notes :**

1. Rappelons-nous l'apparition soudaine et anonyme des Fourches en Italie, en 2012, par l'intermédiaire d'appels lancés sur Facebook. Derrière l'horizontalité, le verticalisme était bien là, avec des leaders populistes à la clé.

2. Le 6 février 1934, la coalition des ligues fascistes, Action française en tête, tenta de créer les conditions pour renverser le pouvoir républicain par la violence. Elles concentrèrent leurs forces place de la Concorde, puis marchèrent sur la Chambre des députés. Sans succès. La police tira sur la foule, qui comprenait aussi des curieux et des individus sans étiquette particulière, indignés par les scandales financiers et les mesures d'austérité.

3. *La Peur de la liberté*, Erich Fromm, 1941. Comment la peur du vide, en période de crise profonde de la société, engendre des réflexes conservateurs de survie, donc autoritaires, accompagnés de crises de fureur aveugle.

4. *Le Temps des Chemises vertes*, Robert Paxton, 1996. Le seul ouvrage d'importance sur la montée du fascisme rural en France dans les années 1930.

5. « Qui voudra réorganiser notre nation devra en recréer les éléments communaux et provinciaux. Qui veut réaliser le programme nationaliste doit

commencer par ébaucher le fédéralisme », *L'Action française*, Charles Maurras, 1927.

6. Dorgères et Poujade avaient en commun de prendre appui presque exclusivement sur des couches moyennes traditionnelles, le premier dans les campagnes, le deuxième dans les villes. Leurs tentatives d'élargir leurs bases respectives en direction des couches inférieures n'aboutirent pas, car ils étaient très hostiles aux combats menés par les ouvriers salariés.

7. Les Bonnets rouges, eux, étaient surtout des salariés des abattoirs ou de prétendus paysans, véritables salariés à domicile, sous contrats léonins avec des firmes agro-alimentaires bien placées sur le marché mondial comme Doux.

8. *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, Jean Giono, 1938. Elle constitue de facto le prélude à son ralliement au Maréchal. Ici, les conceptions de Giono sont presque identiques à celles de Dorgères, derrière la façade littéraire.

9. *Impasse Adam Smith*, Jean-Claude Michéa, 2010. Ses ouvrages sont devenus les boîtes à outils conceptuelles de l'ensemble des idéologues hostiles au « mondialisme néo-libéral », y compris ceux d'extrême-droite, dans le genre de Jean-Yves Le Gallou.

10. *Le Paysan impossible*, Yannick Ogor, 2017. Dans le chapitre « Au comble de l'abrutissement », les auteurs montrent bien comment, en Bretagne, des exploités, travaillant dans des abattoirs ou dans des fermes, bientôt licenciés, luttèrent au coude à coude contre l'écotaxe avec leurs propres exploités, les firmes agro-alimentaires en cours de délocalisation hors de l'Europe. Dommage que les auteurs ne prennent pas de distance avec Giono, c'est l'une de leurs faiblesses, bien qu'ils rappellent le rôle réactionnaire de Dorgères.

11. Signe des temps, la Coordination rurale, secte dans les années 1990, est désormais le deuxième syndicat d'agriculteurs. Elle devance la Confédération paysanne. Entre autres prouesses, elle menaça en 2014 l'un des conseillers prud'hommes d'Agen, en pleine nuit et à son domicile. Car des ouvriers agricoles étrangers avaient porté plainte contre elle pour violations du code du Travail.

12. Par exemple, en tête de la manifestation du samedi 1er décembre à Toulouse, encadrée par des drapeaux tricolores, la grande banderole affichait : « Non au mondialisme libéral libertaire ». Ce qui ne gêna personne, mais laissa perplexes quelques libertaires du cru. C'est pourtant le slogan populiste à la mode, manufacturé par Michéa et que l'on retrouve sur les sites d'extrême-droite, tel Polémia, dirigé par Le Gallou, apologiste de la lutte du « peuple » contre Macron, « porté au pouvoir par la super-classe mondiale ».

13. L'un des plus gros chantiers navals du monde, dans lequel l'Etat français est majoritaire, est toujours installé à Saint-Nazaire. Issu de la restructuration des Chantiers de l'Atlantique, il emploie pas mal de salariés étrangers, intérimaires sous contrat et parfois sans contrat, mal payés et logés à l'avenant. L'appel ne parle même pas de leurs grèves réprimées par des nervis.

14. Ainsi, les membres de la FNSEA, le premier syndicat d'agriculteurs, héritiers des agrariens, sont portés à l'action, même violente, lorsqu'ils négocient dans le cadre de la cogestion des affaires agricoles instaurée par De Gaulle en 1958, au sein du Marché commun. Ce sont les mêmes qui hurlent contre les

grévistes et les émeutiers, en particulier lorsqu'ils sont issus de la « racaille » des banlieues, et qui cassent la gueule à des routiers étrangers, au nom de la défense de la place de l'agriculture hexagonale sur le marché mondial.